



REITMANS
(CANADA) LIMITÉE

► RAPPORT INTERMÉDIAIRE
POUR LE TRIMESTRE CLOS LE
30 AVRIL 2016

REITMANS EST LE CHEF
DE FILE DES DÉTAILLANTS
SPÉCIALISÉS AU CANADA

Notre objectif est simple, offrir à notre clientèle
un service dédié, axé sur la valeur et l'excellence.
En encourageant l'innovation, la croissance,
le progrès et le travail d'équipe, nous cherchons
à offrir à notre clientèle ce qu'il y a de mieux sur
le marché en termes de qualité et de valeur.



À NOS ACTIONNAIRES

Les ventes du trimestre clos le 30 avril 2016 se sont établies à 203,5 millions de dollars comparativement à 201,7 millions de dollars pour le trimestre clos le 2 mai 2015, soit une hausse de 0,9 %, et ce, avec une réduction nette de 60 magasins, découlant essentiellement de la fermeture de magasins Smart Set. Les ventes des magasins comparables¹ ont augmenté de 8,8 %, celles des magasins ayant progressé de 6,3 % et celles du commerce électronique, de 52,5 %.

La marge brute en pourcentage de la société a diminué, passant de 59,5 % pour le trimestre clos le 2 mai 2015 à 55,8 % pour le trimestre clos le 30 avril 2016. La marge brute du trimestre clos le 30 avril 2016 a diminué de 6,6 millions de dollars, ou 5,5 %, pour s'établir à 113,5 millions de dollars comparativement à 120,1 millions de dollars pour le trimestre clos le 2 mai 2015, la faiblesse du dollar canadien par rapport au dollar américain ayant eu une incidence négative de près de 3,5 millions de dollars sur la marge brute, qui a également souffert de l'accroissement des démarques.

Le résultat des activités d'exploitation s'est soldé par une perte de 12,5 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 avril 2016, par rapport à une perte de 10,2 millions de dollars pour le trimestre clos le 2 mai 2015, une augmentation de 2,3 millions de dollars.

La perte nette pour le trimestre clos le 30 avril 2016 s'est établie à 6,0 millions de dollars (perte de base et diluée par action de 0,09 \$) en regard d'une perte nette de 7,7 millions de dollars (perte de base et diluée par action de 0,12 \$) pour le trimestre clos le 2 mai 2015.

Le BAIIA ajusté¹ pour le trimestre clos le 30 avril 2016 s'est traduit par une perte de 4,3 millions de dollars comparativement à un bénéfice de 2,3 millions de dollars pour le trimestre clos le 2 mai 2015, soit une diminution de 6,6 millions de dollars. Le recul du BAIIA ajusté est principalement attribuable à la marge brute moins élevée découlant de l'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain, et de l'accroissement des démarques.

La société a trois magasins à Fort McMurray (deux Reitmans et un Penningtons), qui ont subi les conséquences des feux de forêt. En réponse à la tragédie de Fort McMurray, la société a rapidement déployé tous ses efforts pour soutenir ses employés et leurs familles. De plus, les résidents déplacés en raison des feux ont pu bénéficier, pour une période précise, de vêtements à un rabais de 75 % dans tous les magasins de la société au Canada. La société est ravie que plusieurs personnes affectées par les feux aient pu se prévaloir de cette offre. La société attend avec intérêt de pouvoir ouvrir de nouveau ses magasins à Fort McMurray et se réjouit de continuer à soutenir et à servir la communauté.

Au cours du trimestre, la société a ouvert 2 magasins et en a fermé 19. Ainsi, au 30 avril 2016, la société exploite 750 magasins, soit 327 Reitmans, 130 Penningtons, 104 Addition Elle, 83 RW & CO., 66 Thyme Maternité, 17 Hyba et 23 Smart Set. Elle exploite également 21 espaces-boutiques Thyme Maternité dans des magasins Babies"R"Us au Canada. Nous prévoyons ouvrir 12 magasins, en fermer 60 (y compris 23 Smart Set) et en rénover 64 au cours de l'exercice.

Les ventes du mois de mai (quatre semaines closes le 28 mai 2016) ont augmenté de 1,1 %. Les ventes des magasins comparables¹ ont augmenté de 7,9 %, celles des magasins ayant augmenté de 4,9 % et celles du commerce électronique ayant grimpé de 66,9 %.

Lors de l'assemblée du conseil d'administration tenue le 31 mai 2016, un dividende trimestriel en trésorerie (constituant des dividendes admissibles) de 0,05 \$ par action a été déclaré pour la totalité des actions de catégorie A sans droit de vote et des actions ordinaires en circulation de la société. Le dividende est payable le 28 juillet 2016 aux actionnaires inscrits aux registres le 14 juillet 2016.

Au nom du conseil d'administration,

(signé)

Jeremy H. Reitman
Président du conseil et chef de la direction

Montréal, le 31 mai 2016

¹ Il y a lieu de se reporter à la note portant sur les mesures financières non conformes aux PCGR du rapport de gestion.

RAPPORT DE GESTION SUR LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS D'EXPLOITATION

► POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 30 AVRIL 2016

Le présent rapport de gestion sur la situation financière et les résultats d'exploitation (le « rapport de gestion ») de Reitmans (Canada) Limitée et de ses filiales (« Reitmans » ou la « société ») doit être lu à la lumière des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de Reitmans au 30 avril 2016 et pour le trimestre clos à cette date (le « premier trimestre de l'exercice 2017 ») et des états financiers consolidés annuels audités pour l'exercice clos le 30 janvier 2016, ainsi que des notes y afférentes, lesquels sont disponibles sur le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com. Le présent rapport de gestion est daté du 31 mai 2016.

Tous les renseignements financiers contenus dans le présent rapport de gestion et dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de Reitmans ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), aussi appelées principes comptables généralement reconnus (« PCGR »), telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Tous les montants d'argent qui figurent dans le présent rapport de gestion sont en millions de dollars canadiens, sauf lorsqu'il s'agit d'un montant par action ou d'un prix d'exercice. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et le présent rapport de gestion ont été examinés par le comité d'audit de Reitmans et ont reçu l'approbation du conseil d'administration de la société le 31 mai 2016.

Des renseignements supplémentaires sur Reitmans sont disponibles sur le site Web de la société, à l'adresse www.reitmanscanadalimitee.com, ou sur le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

À l'exception des déclarations de fait, lesquelles sont vérifiables indépendamment à la date des présentes, toutes les déclarations contenues dans le présent rapport sont prospectives. Toutes les déclarations, formulées d'après les attentes actuelles de la direction, comportent de nombreux risques et incertitudes, connus ou non, dont un nombre important est indépendant de la volonté de la société. En conséquence, les résultats réels futurs peuvent s'avérer considérablement différents des résultats prévus contenus dans les déclarations prospectives, qui reflètent les attentes de la société uniquement en date du présent rapport de gestion. Les déclarations prospectives sont fondées sur les estimations, les opinions et les hypothèses actuelles de la société, qui reposent sur la perception de la direction à l'égard des tendances historiques, des conditions actuelles et de l'évolution future prévue ainsi que d'autres facteurs qu'elle juge appropriés dans les circonstances. Le présent rapport de gestion de la société renferme des déclarations prospectives au sujet des objectifs, des plans, des buts, des aspirations, des stratégies, de la situation financière, des résultats d'exploitation, des flux de trésorerie, du rendement et des perspectives de la société, ainsi que des occasions qui s'offrent à elle et des questions d'ordre juridique et réglementaire qui la concernent. Les déclarations prospectives dans le présent rapport de gestion comprennent notamment des déclarations concernant les résultats et événements futurs prévus de la société, les liquidités futures, les dépenses d'investissement en immobilisations planifiées, le montant des cotisations versées au régime de retraite, l'état et l'incidence de la mise en œuvre de systèmes, la capacité de la société à mettre en œuvre avec succès ses initiatives stratégiques et ses initiatives au chapitre de la réduction des coûts et de l'amélioration de la productivité ainsi que l'incidence de telles initiatives. Ces déclarations prospectives spécifiques se retrouvent dans l'ensemble du présent rapport de gestion et comprennent celles qui sont mentionnées à la rubrique intitulée « Gestion des risques d'exploitation et des risques financiers » du présent rapport de gestion. Les déclarations prospectives se reconnaissent généralement à l'emploi de termes comme « prévoir », « s'attendre à », « croire », « pourrait », « estimer », « avoir l'intention de », « planifier », « chercher à », « s'efforcer » et d'autres expressions semblables et à l'utilisation du futur et du conditionnel en ce qui concerne la société et sa gestion.

De nombreux risques et incertitudes pourraient faire en sorte que les résultats réels de la société diffèrent sensiblement de ceux qui sont exprimés, sous-entendus ou projetés dans les déclarations prospectives, notamment les suivants :

- l'évolution de la conjoncture économique, notamment une récession ou des modifications du taux d'inflation ou de déflation, les taux d'emploi, les taux d'intérêt, les taux de change ou les prix des dérivés;
- une concurrence accrue, qu'elle soit attribuable aux concurrents actuels ou à de nouveaux joueurs sur le marché;
- l'évolution des préférences des consommateurs pour le commerce électronique, la vente au détail en ligne et l'introduction de nouvelles technologies;
- la saisonnalité et les conditions météorologiques;
- l'incapacité de l'infrastructure de technologies de l'information (« TI ») de la société à soutenir les exigences des activités de la société, ou des atteintes à la sécurité interne ou externe, des attaques par déni de service, des virus, des vers et d'autres atteintes à la protection des données ou à la cybersécurité, connues ou inconnues;
- le fait de ne pas tirer d'avantages des investissements de la société dans ses nouveaux systèmes de TI;
- l'incapacité de la société à gérer les stocks de manière à réduire au minimum l'incidence des stocks désuets ou excédentaires et à contrôler les freintes de stocks;
- le fait de ne pas réaliser les résultats attendus, notamment la croissance des produits, les économies prévues ou les gains d'efficacité opérationnelle associés aux grandes initiatives de la société, y compris la restructuration;
- les variations des passifs de la société au titre de l'impôt sur le résultat, de l'impôt sur le capital, de l'impôt foncier ou d'autres impôts et des passifs réglementaires, y compris les modifications des lois et des règles fiscales ou des cotisations futures.

Cette liste de facteurs pouvant influencer sur les déclarations prospectives de la société n'est pas exhaustive. D'autres risques et incertitudes que la société ne connaît pas à l'heure actuelle ou qu'elle ne juge actuellement pas importants pourraient également faire en sorte que les résultats ou les événements réels diffèrent sensiblement de ceux qui sont exprimés dans ses déclarations prospectives. Des risques et incertitudes supplémentaires sont analysés dans les documents que la société dépose à l'occasion auprès des autorités de réglementation canadiennes en valeurs mobilières. Les lecteurs sont avisés de ne pas accorder une confiance exagérée à toute déclaration prospective ci-incluse. Ces déclarations traitent seulement de la situation à la date où elles ont été exprimées et la société n'a aucune obligation et nie toute intention de mettre à jour ou de revoir de telles déclarations à la suite d'un quelconque événement, circonstance ou autre, sauf si les lois sur les valeurs mobilières qui s'appliquent l'y obligent.

MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR

La société a déterminé plusieurs mesures de rendement clés et mesures financières non conformes aux PCGR qui, de l'avis de la direction, sont utiles pour évaluer le rendement de la société; les lecteurs sont toutefois prévenus que certaines de ces mesures n'ont pas nécessairement de définition normalisée aux termes des IFRS et, de ce fait, peuvent ne pas être comparables à des expressions semblables utilisées par d'autres sociétés.

En plus de traiter du bénéfice conformément aux IFRS, le présent rapport de gestion contient des références au bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement ajusté (le « BAIIA ajusté »), à titre de mesure financière non conforme aux PCGR. Le BAIIA ajusté se définit en tant que bénéfice net avant la charge d'impôt sur le résultat, les autres produits, les produits de dividendes, les produits d'intérêts, la variation nette de la juste valeur des titres négociables, les charges d'intérêts, la dépréciation du goodwill, les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et les pertes de valeur nettes. Le tableau suivant effectue le rapprochement entre la mesure conforme aux PCGR la plus comparable, soit le bénéfice net ou la perte nette, et le BAIIA ajusté. La direction est d'avis que le BAIIA ajusté est un important indicateur de la capacité de la société à générer des liquidités au moyen des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation pour financer les besoins en fonds de roulement et les dépenses d'investissement en immobilisations, et elle utilise cette mesure à ces fins. L'exclusion des dividendes, des produits d'intérêts et de la variation nette de la juste valeur des titres négociables élimine l'incidence sur le bénéfice tiré d'activités autres que d'exploitation. L'exclusion des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et des charges au titre des pertes de valeur élimine l'incidence hors trésorerie. Le BAIIA ajusté a pour but de fournir des informations additionnelles utiles aux investisseurs et aux analystes et cette mesure n'a pas de définition normalisée aux termes des IFRS. Par conséquent, le BAIIA ajusté ne devrait pas être considéré isolément ou comme substitut aux mesures de rendement calculées selon les IFRS. D'autres sociétés peuvent calculer le BAIIA ajusté différemment. De temps à autre, la société peut exclure des éléments additionnels si elle croit qu'elle pourra ainsi arriver à une analyse plus efficace du rendement opérationnel sous-jacent. L'exclusion de certains éléments ne signifie pas qu'ils sont non récurrents.

La société utilise les ventes des magasins comparables comme indicateur de rendement clé (« IRC ») pour évaluer le rendement des magasins (y compris le site de commerce électronique de chaque bannière) et la croissance des ventes. Les ventes des magasins comparables constituent les ventes générées par des magasins ouverts continuellement pendant les deux périodes comparées et comprennent les ventes en ligne. Les ventes des magasins comparables sont mesurées en fonction des mêmes jours civils pour chacune des périodes. Même si cet IRC est exprimé comme un ratio, il constitue une mesure financière non conforme aux PCGR qui n'a pas de définition normalisée aux termes des IFRS et peut ne pas être comparable à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. La direction utilise les ventes des magasins comparables pour évaluer le rendement des magasins et juge cette mesure utile pour déterminer la part de nouvelles ventes provenant de la croissance des ventes et la part pouvant être attribuée à l'ouverture de nouveaux magasins. Les ventes des magasins comparables constituent une mesure couramment utilisée par les détaillants et sont considérées comme un renseignement utile tant par les investisseurs que par les analystes. Par conséquent, les ventes des magasins comparables ne devraient pas être considérées isolément ou comme substitut aux mesures de rendement calculées selon les IFRS.

Le tableau qui suit présente le rapprochement de la perte nette au BAIIA ajusté pour les trimestres clos le 30 avril 2016 et le 2 mai 2015.

(en millions de dollars canadiens)
(non audité)

Perte nette

Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et pertes de valeur nettes

Produits de dividendes

Produits d'intérêts

Variation nette de la juste valeur des titres négociables

Charges d'intérêts

Recouvrement d'impôt sur le résultat

BAIIA ajusté

BAIIA ajusté en % des ventes

POUR LES TRIMESTRES CLOS LES	
30 AVRIL 2016	2 MAI 2015
(6,0) \$	(7,7) \$
10,3	11,9
(0,6)	(0,7)
(0,1)	(0,2)
(4,1)	1,2
0,1	0,1
(3,9)	(2,3)
(4,3) \$	2,3 \$
(2,1) %	1,1 %

APERÇU DE LA SOCIÉTÉ

La société a un seul secteur à présenter qui tire ses produits principalement de la vente de vêtements pour dames à ses clients grâce à ses sept bannières. La société exploite des magasins partout au Canada, principalement dans les galeries marchandes et les mégacentres commerciaux. À l'heure actuelle, la société exerce ses activités sous les bannières suivantes :

Avec ses 327 magasins d'une superficie moyenne de 4 600 pieds carrés, Reitmans est la plus importante chaîne de commerce de détail de mode féminine au Canada. Elle se démarque par une fidélité de la clientèle solidement établie grâce à un service hors pair, des stratégies marketing novatrices, ainsi que des produits de qualité.



Chef de file canadien du marché des vêtements de grande taille, Penningtons propose à ses clientes une sélection de vêtements tendance et abordables pour les tailles mode 14 à 32. Penningtons exploite 130 magasins dans des mégacentres au Canada, d'une superficie moyenne de 6 000 pieds carrés.



Addition Elle est une destination mode pour les femmes de taille forte axée sur la mode, la qualité et la coupe, offrant les dernières tendances branchées et les essentiels mode dans un environnement de magasinage inspirant. Addition Elle exploite 104 magasins d'une superficie moyenne de 6 000 pieds carrés dans les grands centres commerciaux et mégacentres du pays.



RW & CO. exploite 83 magasins d'une superficie moyenne de 4 500 pieds carrés situés dans des emplacements de choix dans des centres commerciaux importants. Sa mission est de faire découvrir la mode à une clientèle de style urbain en proposant des vêtements et articles mode pour les hommes et les femmes.



Thyme Maternité est un chef de file de la mode pour futures mamans, proposant des styles actuels tendance pour tous les aspects de leur vie, de la détente au travail, ainsi qu'une gamme complète de vêtements et d'accessoires pour l'allaitement. Thyme exploite 66 magasins d'une superficie moyenne de 2 300 pieds carrés situés dans des centres commerciaux importants et des mégacentres à l'échelle nationale. La société exploite également 21 espaces-boutiques Thyme Maternité dans des magasins Babies"R"Us du Canada. La société a résilié son entente avec Toys"R"Us et elle n'exploitera plus d'espaces-boutiques situés dans des magasins Babies"R"Us à compter du 31 août 2016.



Les 17 magasins Hyba ont ouvert leurs portes en octobre 2015. D'une superficie moyenne de 3 000 pieds carrés, ils proposent des vêtements sport tendance et abordables qui sont parfaits pour l'entraînement ou le yoga et offerts en tailles TP à 2X. Les produits Hyba sont également offerts dans plus de 300 magasins Reitmans au Canada.



Le 25 novembre 2014, la société a annoncé un plan qui prévoit la fermeture de la totalité des magasins Smart Set. La direction a déterminé que la meilleure stratégie pour accroître ses résultats d'exploitation consistait à réorienter ses efforts de vente et de merchandising soit en convertissant les magasins Smart Set en magasins d'autres bannières de la société soit en les fermant. Les 23 magasins restants devraient fermer d'ici la fin de l'exercice qui sera clos le 28 janvier 2017.



COMMERCE ÉLECTRONIQUE

La société exploite également des sites Web de commerce électronique de marchandises pour toutes ses bannières à l'exception de Smart Set. Ces canaux de vente en ligne offrent la commodité, la sélection et la facilité d'achat tout en accroissant la fidélisation de la clientèle et la notoriété des marques.

BANNIÈRES

	NOMBRE DE MAGASINS AU 30 JANVIER 2016	OUVERTURES AU T1	FERMETURES AU T1	NOMBRE DE MAGASINS AU 30 AVRIL 2016	NOMBRE DE MAGASINS AU 2 MAI 2015
Reitmans	329	1	(3)	327	337
Penningtons	134	1	(5)	130	138
Addition Elle	107	—	(3)	104	107
RW & CO.	83	—	—	83	78
Thyme Maternité	68	—	(2)	66	68
Hyba	17	—	—	17	—
Smart Set	29	—	(6)	23	82
Total	767	2	(19)	750	810
Espaces-boutiques Thyme Maternité dans des magasins Babies"R"Us ¹	21	—	—	21	21

¹ À compter du 31 août 2016, la société n'exploitera plus d'espaces-boutiques situés dans des magasins Babies"R"Us.

Diverses raisons motivent la fermeture de magasins étant donné que la viabilité de chacun d'eux et leur emplacement sont constamment surveillés et évalués pour assurer une rentabilité soutenue. Dans la plupart des cas, lorsqu'un magasin est fermé, les marchandises de ce magasin sont vendues dans le cours normal des activités, et les marchandises invendues à la date de fermeture sont habituellement transférées à d'autres magasins exploitant la même bannière en vue d'être vendues dans le cours normal des activités.

INITIATIVES STRATÉGIQUES

La société a entrepris de nombreuses initiatives stratégiques dans le but d'améliorer ses marques, d'accroître sa productivité et sa rentabilité dans l'ensemble de ses activités grâce au perfectionnement de ses systèmes, et de favoriser une culture d'amélioration des processus.

Les initiatives en cours et les nouvelles initiatives de la société sont comme suit :

INITIATIVES	SITUATION ACTUELLE
La société a élaboré une stratégie de croissance à l'échelle mondiale afin de continuer à faire prospérer ses marques à l'étranger.	La société a mis sur pied une équipe dont les membres, expérimentés et hautement qualifiés, se consacrent au développement à l'international. Voici les étapes importantes franchies : • lancement, aux États-Unis, de la vente électronique de vêtements Addition Elle de la collection Ashley Graham par l'intermédiaire du site de Nordstrom en août 2015 et, en septembre 2015, de la vente d'une gamme limitée chez Lord & Taylor; • d'autres détaillants américains ont manifesté un intérêt pour les gammes de produits, ce qui devrait mener à une expansion accrue.
La société investit d'importantes sommes dans ses systèmes de distribution et de logistique afin de répondre aux besoins changeants des consommateurs, alors que le commerce électronique gagne en popularité, et pour assurer un meilleur approvisionnement dans les magasins.	Le réaménagement du centre de distribution de la société afin de répondre à la croissance des ventes électroniques est en voie d'être achevé, ce qui répondra aux exigences changeantes relatives aux besoins des magasins et aux ventes électroniques. Les changements au système de gestion, la mise en œuvre d'un logiciel de gestion du transport et des améliorations aux équipements de manutention en sont à une phase d'essai. Les travaux progressent bien et la mise en service est prévue pour août 2016.
La société s'engage à poursuivre son investissement dans le commerce électronique, notamment en améliorant la gestion des relations avec la clientèle et la technologie.	La société continue d'enregistrer une croissance importante des ventes réalisées par l'intermédiaire des sites de commerce électronique. Elle continue d'investir dans les technologies liées aux relations avec la clientèle, à l'analyse prévisionnelle et aux solutions de connaissances clients afin de soutenir la croissance.
La société poursuit une initiative d'optimisation de sa chaîne d'approvisionnement et de marchandisage à l'échelle de l'entreprise grâce à un programme dénommé « SCORE » à l'interne. Ce programme est axé sur le déploiement des meilleures applications de vente au détail sur une nouvelle plateforme technologique améliorée. SCORE permettra d'employer de nouveaux processus qui offriront de la souplesse et une capacité d'adaptation dans les activités de la chaîne de marchandisage et d'approvisionnement.	La société a réorienté les efforts qu'elle déploie dans le cadre du programme SCORE afin de s'assurer que les étapes importantes en vue de sa réalisation soient franchies d'ici la fin de l'exercice en cours. Le programme SCORE est sur la bonne voie pour être mené à terme au cours de l'exercice 2017.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION DU TRIMESTRE CLOS LE 30 AVRIL 2016 (« PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2017 ») ET COMPARAISON AVEC LES RÉSULTATS D'EXPLOITATION DU TRIMESTRE CLOS LE 2 MAI 2015 (« PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2016 »)

Les ventes du premier trimestre de l'exercice 2017 se sont établies à 203,5 millions de dollars comparativement à 201,7 millions de dollars pour le premier trimestre de l'exercice 2016, soit une hausse de 0,9 %, compte tenu d'une réduction nette de 60 magasins découlant essentiellement de la fermeture de magasins Smart Set. Les ventes des magasins comparables ont augmenté de 8,8 %, celles des magasins ayant progressé de 6,3 % et celles du commerce électronique, de 52,5 %.

La marge brute du premier trimestre de l'exercice 2017 a diminué de 6,6 millions de dollars, ou 5,5 %, pour s'établir à 113,5 millions de dollars comparativement à 120,1 millions de dollars pour le premier trimestre de l'exercice 2016. La faiblesse du dollar canadien par rapport au dollar américain a eu une incidence négative de près de 3,5 millions de dollars sur la marge brute, qui a également souffert de l'accroissement des démarques. La marge brute en pourcentage de la société a diminué, passant de 59,5 % au premier trimestre de l'exercice 2016 à 55,8 % au premier trimestre de l'exercice 2017.

Les frais de vente et de distribution pour le premier trimestre de l'exercice 2017 ont diminué de 3,1 % ou 3,7 millions de dollars pour s'établir à 115,2 millions de dollars comparativement à 118,9 millions de dollars pour le premier trimestre de l'exercice 2016. Les facteurs ayant entraîné ce changement sont essentiellement les suivants :

- une diminution des coûts d'exploitation des magasins d'environ 2,3 millions de dollars (compte non tenu des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles) en raison d'une réduction nette de 60 magasins découlant essentiellement de la fermeture de magasins de la bannière Smart Set qui s'est poursuivie;
- une baisse de la charge d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles, qui est passée de 11,9 millions de dollars pour le premier trimestre de l'exercice 2016 à 10,3 millions de dollars pour le premier trimestre de l'exercice 2017. Ce montant tient compte de la diminution des pertes de valeur nettes et des radiations des immobilisations corporelles et incorporelles relativement aux magasins dont la performance est insatisfaisante et aux fermetures de magasins (0,3 million de dollars pour le premier trimestre de l'exercice 2017 comparativement à 1,0 million de dollars pour le premier trimestre de l'exercice 2016).

Les charges administratives pour le premier trimestre de l'exercice 2017 ont diminué de 5,3 % ou 0,6 million de dollars pour atteindre 10,8 millions de dollars, contre 11,4 millions de dollars pour le premier trimestre de l'exercice 2016. Cette réduction des charges administratives reflète l'incidence d'initiatives antérieures visant à rationaliser les effectifs afin de répondre aux nouveaux besoins de l'entreprise.

Les produits financiers nets se sont chiffrés à 2,6 millions de dollars pour le premier trimestre de l'exercice 2017, comparativement à des produits financiers nets de 0,2 million de dollars pour le premier trimestre de l'exercice 2016. Ce changement est en grande partie attribuable aux facteurs qui suivent :

- un profit de 4,1 millions de dollars découlant d'une variation nette de la juste valeur des titres négociables pour le premier trimestre de l'exercice 2017, contre une perte de 1,2 million de dollars pour le premier trimestre de l'exercice 2016; ce qui a été contrebalancé en partie par
- une perte de change de 2,2 millions de dollars pour le premier trimestre de l'exercice 2017 (profit de 0,6 million de dollars pour le premier trimestre de l'exercice 2016), essentiellement attribuable à l'incidence du change lié aux actifs et passifs monétaires libellés en dollars américains.

Pour le premier trimestre de l'exercice 2017, la société a inscrit une perte avant impôt sur le résultat de 9,9 millions de dollars (perte avant impôt sur le résultat de 9,9 millions de dollars pour le premier trimestre de l'exercice 2016). Le BAIIA ajusté du premier trimestre de l'exercice 2017 correspondait à une perte de 4,3 millions de dollars, comparativement à un bénéfice de 2,3 millions de dollars pour le premier trimestre de l'exercice 2016, soit un repli de 6,6 millions de dollars. Le recul du BAIIA ajusté est principalement attribuable à la marge brute moins élevée découlant de l'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain et à l'accroissement des décotes.

Pour le premier trimestre de l'exercice 2017, la société a comptabilisé un recouvrement d'impôt sur le résultat de 3,9 millions de dollars (taux d'impôt effectif de 39,5 %), comparativement à 2,3 millions de dollars pour le premier trimestre de l'exercice 2016 (taux d'impôt effectif de 22,8 %). Le taux d'impôt effectif du premier trimestre de l'exercice 2017 a été touché principalement par une variation de 4,1 millions de dollars de la juste valeur des titres négociables. Les taux d'impôt effectifs de la société tiennent compte de l'incidence de variations des taux d'impôt quasi adoptés dans les divers territoires fiscaux du Canada.

La perte nette du premier trimestre de l'exercice 2017 s'est établie à 6,0 millions de dollars (perte de base et diluée par action de 0,09 \$), alors que pour le premier trimestre de l'exercice 2016, la société avait subi une perte nette de 7,7 millions de dollars (perte de base et diluée par action de 0,12 \$).

CONTRATS DE CHANGE

La société importe la majeure partie de ses achats de marchandises de fournisseurs étrangers, les délais d'approvisionnement pouvant parfois atteindre 12 mois. La société conclut des contrats de change à terme afin de couvrir une partie importante de son exposition aux fluctuations de la valeur du dollar américain, et ce, généralement jusqu'à 12 mois à l'avance. Au cours du premier trimestre de l'exercice 2017, la société a rempli ses exigences en dollars américains au moyen d'une combinaison de contrats de change à terme et d'achats au comptant. Pour le premier trimestre de l'exercice 2017, les achats de marchandises, payables en dollars américains, se sont élevés à environ 67 millions de dollars américains. La société a pour principe de couvrir au moins 80 % des achats de marchandises libellés en dollars américains prévus pour un exercice donné au moyen de contrats de change à terme, toute exigence supplémentaire étant remplie au moyen d'achats au comptant en dollars américains.

Le tableau qui suit présente en détail les contrats de change en cours au 30 avril 2016:

	PRIX D'EXERCICE MOYEN	MONTANT NOTIONNEL EN \$ US	ACTIF FINANCIER DÉRIVÉ	PASSIF FINANCIER DÉRIVÉ	MONTANT NET
Contrats de change désignés en tant que couvertures des flux de trésorerie					
Contrats à terme	1,352 \$	202,0 \$	– \$	(19,5) \$	(19,5) \$
			– \$	(19,5) \$	(19,5) \$

Le tableau qui suit présente en détail les contrats de change en cours au 2 mai 2015:

	PRIX D'EXERCICE MOYEN	MONTANT NOTIONNEL EN \$ US	ACTIF FINANCIER DÉRIVÉ	PASSIF FINANCIER DÉRIVÉ	MONTANT NET
Contrats de change désignés en tant que couvertures des flux de trésorerie					
Contrats à terme	1,204 \$	109,5 \$	1,7 \$	– \$	1,7 \$
Options d'achat acquises	1,188 \$	23,0 \$	1,0	–	1,0
Options de vente vendues	1,188 \$	11,5 \$	–	(0,2)	(0,2)
Contrats de change classés à la juste valeur par le biais du résultat net¹					
Options d'achat acquises	1,077 \$	20,0 \$	2,8	–	2,8
Options de vente vendues	1,077 \$	40,0 \$	–	–	–
			5,5 \$	(0,2) \$	5,3 \$

¹ Les éléments classés à la juste valeur par le biais du résultat net étaient détenus en tant que couvertures économiques.

Le tableau qui suit présente en détail les contrats de change en cours au 30 janvier 2016:

	PRIX D'EXERCICE MOYEN	MONTANT NOTIONNEL EN \$ US	ACTIF FINANCIER DÉRIVÉ	PASSIF FINANCIER DÉRIVÉ	MONTANT NET
Contrats de change désignés en tant que couvertures des flux de trésorerie					
Contrats à terme	1,325 \$	168,0 \$	14,4 \$	(1,8) \$	12,6 \$
			14,4 \$	(1,8) \$	12,6 \$

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Les ventes trimestrielles sont touchées par la saisonnalité et la période des Fêtes. En grande partie en raison du caractère saisonnier des marchandises et du calendrier des programmes de marketing, le deuxième trimestre est habituellement celui qui contribue le plus aux ventes, et le premier trimestre est celui qui contribue le moins. En raison de la saisonnalité, les résultats d'exploitation d'un trimestre donné ne sont pas nécessairement indicatifs des résultats d'exploitation d'un exercice complet. Le tableau qui suit présente les principales données financières consolidées pour les huit trimestres les plus récents. Ces renseignements trimestriels non audités ont été préparés conformément aux IFRS. Toute référence à 2017 correspond à l'exercice qui sera clos le 28 janvier 2017, celles à 2016 correspondent à l'exercice clos le 30 janvier 2016 et celles à 2015 correspondent à l'exercice clos le 31 janvier 2015.

	PREMIER TRIMESTRE		QUATRIÈME TRIMESTRE		TROISIÈME TRIMESTRE		DEUXIÈME TRIMESTRE	
	2017	2016	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Ventes	203,5 \$	201,7 \$	242,2 \$	236,3 \$	240,3 \$	238,3 \$	253,0 \$	258,3 \$
Bénéfice net (perte nette)	(6,0)	(7,7)	(16,5)	4,4	(0,3)	12,9	(0,2)	9,6
Bénéfice (perte) par action								
De base	(0,09) \$	(0,12) \$	(0,26) \$	0,07 \$	– \$	0,20 \$	– \$	0,15 \$
Dilué(e)	(0,09)	(0,12)	(0,26)	0,07	–	0,20	–	0,15

Les fluctuations de l'information financière trimestrielle susmentionnée reflètent l'incidence sur le bénéfice net et le bénéfice par action des fluctuations du dollar canadien par rapport au dollar américain ainsi que de la variation de la juste valeur des titres négociables.

BILAN

Le tableau suivant présente certains postes choisis du bilan de la société au 30 avril 2016 en comparaison du 30 janvier 2016:

	30 AVRIL 2016	30 JANVIER 2016	VARIATION (EN \$)	VARIATION (EN %)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	75,7 \$	118,6 \$	(42,9)	(36,2)
Titres négociables	49,3	45,2	4,1	9,1
Clients et autres débiteurs	5,7	4,1	1,6	39,0
Actif financier dérivé	—	14,4	(14,4)	(100,0)
Impôt sur le résultat recouvrable	5,4	3,3	2,1	63,6
Stocks	139,6	124,9	14,7	11,8
Immobilisations corporelles et incorporelles	155,6	158,7	(3,1)	(2,0)
Impôts différés	35,8	25,8	10,0	38,8
Fournisseurs et autres créditeurs	92,5	106,3	(13,8)	(13,0)
Passif financier dérivé	19,5	1,8	17,7	983,3
Produits différés	18,5	19,3	(0,8)	(4,1)

Les variations importantes du total des actifs et des passifs de la société au 30 avril 2016 en comparaison au 30 janvier 2016 s'expliquent essentiellement par ce qui suit:

- La trésorerie et les équivalents de trésorerie ont reculé en raison principalement d'un investissement accru dans les stocks attribuable à l'augmentation normale des stocks en prévision des ventes du printemps et de l'été et de soldes moins élevés de fournisseurs en raison du calendrier de paiements.
- Les titres négociables ont augmenté en raison de la variation nette de leur juste valeur au premier trimestre de l'exercice 2017. Les titres négociables se composent d'actions privilégiées de sociétés ouvertes canadiennes.
- Les clients et autres débiteurs se composent principalement des ventes par carte de crédit enregistrées au cours des derniers jours du trimestre. La hausse des ventes s'est traduite par une augmentation des créances sur cartes de crédit à la clôture du trimestre.
- L'impôt sur le résultat recouvrable découle des remboursements d'impôt estimés liés à l'exercice à l'étude et à des exercices antérieurs.
- L'incidence de la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain ainsi que l'augmentation normale des stocks en prévision des ventes du printemps et de l'été ont contribué à faire augmenter les coûts des stocks, ce qui a été contrebalancé légèrement par une réduction nette de 17 magasins.
- La société continue de gérer étroitement son investissement dans les immobilisations corporelles et incorporelles. Pour le premier trimestre de l'exercice 2017, 8,2 millions de dollars ont été investis au titre des entrées d'immobilisations corporelles et incorporelles. L'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et des pertes de valeur nettes de 10,3 millions de dollars ont été comptabilisés pour le premier trimestre de l'exercice 2017.
- L'augmentation de l'impôt sur le résultat différé est surtout attribuable à l'incidence fiscale d'ajustements à la valeur de marché de contrats de change à terme utilisés comme couvertures.
- Les fournisseurs et autres créditeurs ont diminué en raison essentiellement du calendrier de paiements. Les fournisseurs et autres créditeurs de la société se composent dans une large mesure de dettes fournisseurs, de créditeurs au titre des avantages du personnel, de créditeurs liés aux locaux et de passifs liés à la taxe de vente.
- La société a comptabilisé un passif financier dérivé net relativement à des contrats de change. Au 30 janvier 2016, la société avait comptabilisé un actif financier dérivé net. La variation est attribuable à l'incidence d'ajustements à la valeur de marché de contrats de change à terme utilisés comme couvertures.
- Les produits différés ont diminué en grande partie en raison du calendrier des programmes de fidélisation. Les produits différés se composent de cartes-cadeaux inutilisées et de points et primes de fidélisation accordés dans le cadre de programmes de fidélisation de la clientèle. Les produits sont comptabilisés lorsque les cartes-cadeaux et les points et primes de fidélisation sont utilisés.

GESTION DES RISQUES D'EXPLOITATION ET DES RISQUES FINANCIERS

Les stratégies de gestion des risques d'exploitation et des risques financiers sont décrites en détail dans le rapport de gestion annuel et dans la notice annuelle de la société pour l'exercice clos le 30 janvier 2016, lesquels sont disponibles sur le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

Aucune modification importante des risques d'exploitation et des risques financiers de la société n'a été constatée au cours du trimestre clos le 30 avril 2016.

LIQUIDITÉS, FLUX DE TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL

Au 30 avril 2016, les capitaux propres s'élevaient à 351,6 millions de dollars, ou 5,55 \$ par action (406,4 millions de dollars, ou 6,29 \$ par action au 2 mai 2015; 381,2 millions de dollars, ou 6,02 \$ au 30 janvier 2016). La société continue à jouir d'une solide situation financière. Les principales sources de liquidités de la société sont constituées de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des placements dans des titres négociables totalisant 125,0 millions de dollars au 30 avril 2016 (126,6 millions de dollars au 2 mai 2015; 163,8 millions de dollars au 30 janvier 2016). La trésorerie est détenue dans des comptes portant intérêts et dans des dépôts à court terme auprès de grandes institutions financières canadiennes. La société surveille de près le risque auquel l'exposent ses placements de liquidités à court terme. La société dispose de facilités de crédit d'emprunt et de fonds de roulement non garantis disponibles d'au plus 100 millions de dollars, ou son équivalent en dollars américains. Au 30 avril 2016, une tranche de 8,4 millions de dollars (17,7 millions de dollars au 2 mai 2015; 14,1 millions de dollars au 30 janvier 2016) de ces lignes de crédit d'exploitation était affectée aux fins de lettres de crédit de soutien et de lettres de crédit documentaires. Ces facilités de crédit sont utilisées principalement pour des lettres de crédit en dollars américains émises à l'intention de tiers fournisseurs étrangers qui exigent un tel aval avant de confirmer les commandes d'achat passées par la société, et à l'appui des achats dans le cadre de contrats de change à terme en dollars américains. La société utilise rarement ces facilités de crédit à d'autres fins. La réduction des engagements aux termes des lignes de crédit d'exploitation rend compte de l'initiative de la société consistant à passer des lettres de crédit documentaires au crédit ouvert pour le règlement des paiements.

La société a octroyé à des tiers des lettres de crédit de soutien irrévocables obtenues auprès d'institutions financières hautement cotées afin d'indemniser ces tiers advenant que la société manque à ses obligations contractuelles. Au 30 avril 2016, l'obligation potentielle maximale aux termes de ces garanties s'élevait à 2,8 millions de dollars (5,0 millions de dollars au 2 mai 2015; 2,8 millions de dollars au 30 janvier 2016) et les lettres de crédit de soutien arrivent à échéance à diverses dates au cours de l'exercice 2017. La société n'a inscrit aucun passif à l'égard de ces garanties, car elle ne prévoit pas faire de paiement pour ces éléments.

La société souscrit de l'assurance de risques successifs auprès de sociétés d'assurances qui sont stables financièrement. La société maintient des programmes exhaustifs de sécurité interne et de prévention des pertes afin d'atténuer l'incidence financière des vols.

La société a continué à rembourser sa dette à long terme relativement à l'emprunt hypothécaire contracté sur le centre de distribution, versant à cet égard 0,5 million de dollars pour le premier trimestre de l'exercice 2017. La société a versé des dividendes s'élevant à 0,05 \$ par action pour le premier trimestre de l'exercice 2017, pour un total de 3,2 millions de dollars comparativement à des dividendes de 0,05 \$ par action totalisant 3,2 millions de dollars pour le premier trimestre de l'exercice 2016. En ce qui concerne la politique de dividendes, le conseil d'administration tient compte du bénéfice par action de la société, de ses flux de trésorerie d'exploitation, du niveau de dépenses d'investissement en immobilisations prévues et de sa trésorerie et titres négociables. Le ratio de paiement cible est d'environ 50 % à 80 % du bénéfice par action durable, 50 % à 75 % des flux de trésorerie d'exploitation en tenant compte de la capacité d'augmenter le dividende à même les liquidités inscrites au bilan de la société, si ces objectifs ne sont pas atteints pour un exercice donné. Le conseil d'administration réexamine régulièrement ces directives.

En 2010, la société a entrepris un important projet de mise au point de ses systèmes («SCORE»), qui en est maintenant aux dernières étapes de réalisation. Les nouvelles fonctionnalités offertes par ce projet couvrant l'entreposage et la distribution, le marchandisage, l'exploitation et les finances devraient être terminées au cours de l'exercice 2017. En raison des retards qu'accuse le projet, le total des coûts liés au projet a augmenté et, selon les dernières prévisions, il devrait atteindre 40,0 millions de dollars, dont une tranche d'environ 36,0 millions de dollars a déjà été engagée. La hausse des coûts du projet SCORE s'explique par les problèmes éprouvés au cours du déploiement du système de gestion de l'entrepôt au cours de l'exercice 2013, problèmes qui ont été réglés, et par un calendrier de déploiement plus long que celui initialement prévu.

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2017, la société a investi 8,2 millions de dollars en trésorerie, principalement dans de nouveaux magasins et des magasins rénovés. La société s'attend à investir près de 37,5 millions de dollars au titre des dépenses d'investissement en immobilisations pour l'exercice 2017, notamment pour le projet SCORE. Ces dépenses, en plus du versement de dividendes, des remboursements liés aux facilités de crédit bancaire et des obligations à l'égard de la dette à long terme, devraient être financées à l'aide des ressources financières existantes de la société et des fonds provenant de ses activités.

ENGAGEMENTS FINANCIERS

Les engagements financiers de la société qui ne s'inscrivent pas dans le cours normal des activités de la société sont sensiblement les mêmes que ceux décrits dans les états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 30 janvier 2016.

RENSEIGNEMENTS SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION

En date du 31 mai 2016, 13 440 000 actions ordinaires et 49 890 266 actions de catégorie A sans droit de vote de la société étaient émises et en circulation. Chaque action ordinaire donne à son porteur une voix aux assemblées des actionnaires de la société. En ce qui concerne les actions de catégorie A sans droit de vote de la société, il y avait 3 511 800 options sur actions en cours et leur prix d'exercice moyen était de 9,71 \$. Chaque option sur actions donne à son porteur le droit d'acheter une action de catégorie A sans droit de vote de la société à un prix d'exercice établi en fonction du cours des actions à la date à laquelle l'option a été attribuée.

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2017, la société n'a acheté aucune action aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités approuvée en décembre 2015. Pour obtenir de plus amples renseignements à propos de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, il y a lieu de se reporter aux états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 30 janvier 2016.

ARRANGEMENTS HORS BILAN

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Dans le cours normal de ses activités, la société doit prendre des engagements longtemps d'avance pour l'approvisionnement d'une part importante de ses achats de marchandises, dans certains cas jusqu'à douze mois d'avance. La majeure partie de ces achats doit être réglée en dollars américains. La société envisage diverses stratégies pour gérer le coût de ses engagements à long terme en dollars américains, notamment des achats au prix au comptant et des contrats à terme sur devises assortis d'échéances d'au plus 12 mois.

Les contrats de change en cours au 30 avril 2016, au 2 mai 2015 et au 30 janvier 2016 figurent à la rubrique intitulée « Résultats d'exploitation du trimestre clos le 30 avril 2016 et comparaison avec les résultats d'exploitation du trimestre clos le 2 mai 2015 » du présent rapport de gestion.

Un contrat de change à terme est un accord contractuel visant l'achat ou la vente ultérieure d'une devise à un prix et à une date déterminés. Les risques de crédit existent dans l'éventualité où une contrepartie manquerait à ses engagements. La société réduit ce risque en ne faisant affaire qu'avec des contreparties hautement cotées, habituellement des banques à charte canadiennes. La société n'a pas recours à des instruments financiers dérivés à des fins de spéculation.

TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Les transactions entre parties liées n'ont fait l'objet d'aucun changement important par rapport à celles présentées dans les états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 30 janvier 2016.

INSTRUMENTS FINANCIERS

La société jouit d'un haut niveau de liquidité en raison des soldes importants de trésorerie et d'équivalents de trésorerie qu'elle détient ainsi que de ses titres négociables. La société a recours à ses liquidités pour financer la construction et les rénovations continues de magasins de même que ses besoins en fonds de roulement. Les instruments financiers qui sont exposés à des concentrations de risque de crédit consistent essentiellement en des éléments de trésorerie et des équivalents de trésorerie, des titres négociables, des clients et autres débiteurs et des contrats de change. La société atténue ce risque en ne traitant qu'avec des contreparties hautement cotées, soit ordinairement de grandes institutions financières canadiennes. La société surveille de près le risque auquel l'exposent ses placements de liquidités à court terme. Les titres négociables consistent en des actions privilégiées de sociétés ouvertes canadiennes. Le portefeuille de placements de la société est exposé à la volatilité des marchés boursiers.

Comme la volatilité du dollar américain par rapport au dollar canadien se répercute sur le bénéfice et même si la société envisage diverses stratégies pour gérer le coût de ses obligations continues libellées en dollars américains, dont des achats au prix au comptant et des contrats de change, cette volatilité peut l'exposer à des risques.

ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES ET JUGEMENTS

PRINCIPALES SOURCES D'INCERTITUDE LIÉE AUX ESTIMATIONS

Aucune modification importante des principales sources d'incertitude liée aux estimations ou des jugements posés lors de l'application des méthodes comptables présentées dans le rapport de gestion annuel de la société pour l'exercice clos le 30 janvier 2016 (disponible sur le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com) n'a été constatée.

NOUVELLES NORMES COMPTABLES ADOPTÉES AU COURS DE L'EXERCICE 2017

Les principales méthodes comptables présentées dans les états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 30 janvier 2016 ont été appliquées uniformément lors de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités, sauf dans le cas de l'adoption de l'*Initiative concernant les informations à fournir (modifications de l'IAS 1)*. Le 18 décembre 2014, l'IASB a publié des modifications à l'IAS 1, *Présentation des états financiers*, dans le cadre de son programme majeur d'amélioration de la présentation et de l'information à fournir dans les rapports financiers. Les modifications sont entrées en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016. Ces modifications n'ont pas nécessité de changement important de la présentation et des informations à fournir dans les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la société.

NOUVELLES NORMES COMPTABLES ET INTERPRÉTATIONS N'AYANT PAS ENCORE ÉTÉ ADOPTÉES

Un certain nombre de nouvelles normes, et de normes et interprétations modifiées, ne s'appliquent pas encore au trimestre clos le 30 avril 2016, et n'ont pas été appliquées aux fins de l'établissement des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités. Les nouvelles normes et les normes et interprétations modifiées suivantes sont actuellement à l'étude :

- IFRS 16, *Contrats de location*
- IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*
- Programme de divulgation (modifications à l'IAS 7)

De plus amples informations sur ces modifications sont fournies à la note 3 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités du 30 avril 2016.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Le chef de la direction et le chef des finances ont conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, les contrôles et procédures de communication de l'information afin de fournir l'assurance raisonnable que :

- les renseignements importants relatifs à la société sont communiqués au chef de la direction et au chef des finances par d'autres personnes, en particulier pendant la période où les documents annuels et intermédiaires sont dressés;
- l'information qui doit être présentée par la société dans ses documents annuels, ses documents intermédiaires ou d'autres rapports qu'elle dépose ou transmet en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le chef de la direction et le chef des finances ont également conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, le contrôle interne à l'égard de l'information financière, de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'information financière produite est fiable et que l'établissement des états financiers à des fins externes est conforme aux IFRS.

Le cadre ayant servi à la conception du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société est fondé sur les critères établis par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO 2013).

MODIFICATIONS APPORTÉES AU CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Aucune modification n'a été apportée au contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société au cours du trimestre clos le 30 avril 2016, qui a eu, ou qui pourrait vraisemblablement avoir, une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société.

PERSPECTIVES

L'incidence de la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain a de lourdes répercussions sur les détaillants canadiens qui importent des biens finis de l'étranger qui sont réglés en dollars américains, et si l'on ajoute la concurrence accrue entre magasins et les abondantes possibilités de magasinage en ligne, cela crée un environnement difficile dans le secteur de la vente au détail. La société a pris une série de mesures pour relever ces défis, notamment l'amélioration considérable de sa capacité d'approvisionnement grâce à une meilleure collaboration avec les fournisseurs axée sur la qualité, les prix et les modalités de paiement. Le perfectionnement de l'élaboration de produits, la valorisation de la marque et les partenariats avec des porte-parole connus permettent aux bannières de continuer d'améliorer l'expérience en magasin tout en restant centrées sur la rentabilité des magasins. Les activités de vente de gros de la société progressent comme prévu, un certain nombre de détaillants ayant montré de l'intérêt pour les vêtements offerts tant sur le marché canadien que sur le marché américain. De plus, la société a investi des sommes considérables dans les personnes de talent et la technologie qui soutiennent ses activités de commerce électronique, ce qui a contribué à sa croissance exceptionnelle.

La société a réalisé des investissements importants dans la technologie; elle compte mener à bien le projet SCORE au cours de l'exercice à l'étude et prévoit investir encore davantage dans ses capacités liées aux magasins, au commerce électronique et à l'approvisionnement. L'évolution du secteur du détail et de nos clients est plus rapide que jamais et, en conséquence, la société reconnaît qu'elle doit faire des gains importants en matière de souplesse et d'efficacité. Son aptitude à s'adapter rapidement à ces nouvelles demandes et à continuer de se réinventer sera au cœur de sa croissance à long terme et de son succès futur.

COMPTES CONSOLIDÉS RÉSUMÉS DE RÉSULTAT

► (NON AUDITÉ)
(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LES MONTANTS PAR ACTION)

	Note(s)	TRIMESTRES CLOS LES	
		30 AVRIL 2016	2 MAI 2015
Ventes		203 487 \$	201 731 \$
Coût des biens vendus	5	89 993	81 636
Marge brute		113 494	120 095
Frais de vente et de distribution		115 193	118 881
Charges administratives		10 775	11 378
Résultat des activités d'exploitation		(12 474)	(10 164)
Produits financiers	11	4 826	1 477
Charges financières	11	2 237	1 250
Perte avant impôt sur le résultat		(9 885)	(9 937)
Recouvrement d'impôt sur le résultat	10	3 903	2 266
Perte nette		(5 982) \$	(7 671) \$
Perte par action	12		
De base		(0,09) \$	(0,12) \$
Diluée		(0,09)	(0,12)

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités font partie intégrante de ces états financiers.

ÉTATS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

► (NON AUDITÉ)
(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS)

	Note(s)	TRIMESTRES CLOS LES	
		30 AVRIL 2016	2 MAI 2015
Perte nette		(5 982) \$	(7 671) \$
Autres éléments du résultat global			
Éléments qui sont reclassés ou qui sont susceptibles d'être reclassés dans le résultat net			
Couvertures de flux de trésorerie (après impôt de 7 716 \$; 1 506 \$ en 2015)	8	(21 117)	(4 169)
Écarts de conversion	8	479	182
Total des autres éléments du résultat global		(20 638)	(3 987)
Résultat global total		(26 620) \$	(11 658) \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités font partie intégrante de ces états financiers.

BILANS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS

► (NON AUDITÉ)
(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS)

	Note(s)	30 AVRIL 2016	2 MAI 2015	30 JANVIER 2016
ACTIFS				
ACTIFS COURANTS				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	75 749 \$	67 658 \$	118 595 \$
Titres négociables	14	49 259	58 933	45 189
Clients et autres débiteurs		5 729	6 095	4 103
Actif financier dérivé	14	–	5 458	14 405
Impôt sur le résultat recouvrable		5 413	2 992	3 301
Stocks	5	139 550	134 977	124 848
Charges payées d'avance		9 467	24 396	8 921
Total des actifs courants		285 167	300 509	319 362
ACTIFS NON COURANTS				
Immobilisations corporelles		131 165	147 461	134 363
Immobilisations incorporelles		24 459	20 997	24 347
Goodwill		38 183	42 426	38 183
Impôt sur le résultat différé		35 764	30 397	25 828
Total des actifs non courants		229 571	241 281	222 721
TOTAL DES ACTIFS		514 738 \$	541 790 \$	542 083 \$
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES				
PASSIFS COURANTS				
Fournisseurs et autres créditeurs	6	84 789 \$	70 442 \$	98 135 \$
Passif financier dérivé	14	19 549	132	1 816
Produits différés	7	18 476	16 115	19 325
Partie courante de la dette à long terme	14	1 926	1 808	1 896
Total des passifs courants		124 740	88 497	121 172
PASSIFS NON COURANTS				
Autres créditeurs	6	7 699	9 491	8 112
Crédits différés au titre des contrats de location		9 977	12 120	10 640
Dette à long terme	14	1 162	3 088	1 655
Passif au titre des retraites		19 578	22 218	19 336
Total des passifs non courants		38 416	46 917	39 743
CAPITAUX PROPRES				
Capital social	8	38 397	39 229	38 397
Surplus d'apport		9 208	8 152	9 007
Résultats non distribués		318 221	357 681	327 370
Cumul des autres éléments du résultat global	8	(14 244)	1 314	6 394
Total des capitaux propres		351 582	406 376	381 168
TOTAL DES PASSIFS ET DES CAPITAUX PROPRES		514 738 \$	541 790 \$	542 083 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités font partie intégrante de ces états financiers.

ÉTATS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

► (NON AUDITÉ)
(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS)

	Note(s)	CAPITAL SOCIAL	SURPLUS D'APPORT	RÉSULTATS NON DISTRIBUÉS	CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES
Solde au 31 janvier 2016		38 397 \$	9 007 \$	327 370 \$	6 394 \$	381 168 \$
Perte nette		–	–	(5 982)	–	(5 982)
Total des autres éléments du résultat global		–	–	–	(20 638)	(20 638)
Résultat global total pour la période		–	–	(5 982)	(20 638)	(26 620)
Charge de rémunération fondée sur des actions	9d	–	201	–	–	201
Dividendes	8	–	–	(3 167)	–	(3 167)
Total des apports des (distributions versées aux) propriétaires de la société		–	201	(3 167)	–	(2 966)
Solde au 30 avril 2016		38 397 \$	9 208 \$	318 221 \$	(14 244) \$	351 582 \$
Solde au 1^{er} février 2015		39 227 \$	8 014 \$	368 581 \$	5 301 \$	421 123 \$
Perte nette		–	–	(7 671)	–	(7 671)
Total des autres éléments du résultat global		–	–	–	(3 987)	(3 987)
Résultat global total pour la période		–	–	(7 671)	(3 987)	(11 658)
Contrepartie en trésorerie à l'exercice d'options sur actions	8	2	–	–	–	2
Charge de rémunération fondée sur des actions	9d	–	138	–	–	138
Dividendes	8	–	–	(3 229)	–	(3 229)
Total des apports des (distributions versées aux) propriétaires de la société		2	138	(3 229)	–	(3 089)
Solde au 2 mai 2015		39 229 \$	8 152 \$	357 681 \$	1 314 \$	406 376 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités font partie intégrante de ces états financiers.

TABLEAUX CONSOLIDÉS RÉSUMÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

► (NON AUDITÉ)
(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS)

		TRIMESTRES CLOS LES	
	Note(s)	30 AVRIL 2016	2 MAI 2015
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION			
Perte nette		(5 982) \$	(7 671) \$
Ajustements pour tenir compte de ce qui suit:			
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et pertes de valeur nettes		10 347	11 880
Charge de rémunération fondée sur des actions	9d	201	138
Amortissement des crédits différés au titre des contrats de location		(795)	(1 443)
Crédits différés au titre des contrats de location		132	385
Cotisations à un régime de retraite		(368)	(275)
Charge de retraite		610	525
Variation nette de la juste valeur des titres négociables	11	(4 070)	1 168
Variation nette de la juste valeur des dérivés		—	9 536
Perte (profit) de change		3 634	(946)
Produits d'intérêts et de dividendes, montant net	11	(702)	(785)
Intérêts payés	11	(54)	(82)
Intérêts reçus		161	252
Dividendes reçus		560	613
Recouvrement d'impôt sur le résultat		(3 903)	(2 266)
		(229)	11 029
Variations dans ce qui suit:			
Clients et autres débiteurs		(1 591)	(1 494)
Stocks		(14 702)	(28 537)
Charges payées d'avance		(546)	(12 248)
Fournisseurs et autres créditeurs		(13 218)	(19 469)
Produits différés		(849)	(4 958)
Sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation		(31 135)	(55 677)
Impôts sur le résultat reçus		—	2
Impôts sur le résultat payés		(430)	(1 178)
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation		(31 565)	(56 853)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Achats de titres négociables		—	(2 736)
Entrées d'immobilisations corporelles et incorporelles		(8 218)	(10 132)
Produit tiré de la sortie d'immobilisations corporelles et incorporelles		416	—
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement		(7 802)	(12 868)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Dividendes payés	8	(3 167)	(3 229)
Remboursements sur la dette à long terme		(463)	(435)
Produit de l'émission d'actions		—	2
Sorties de trésorerie liées aux activités de financement		(3 630)	(3 662)
PROFIT DE CHANGE SUR LA TRÉSORERIE DÉTENUE EN DEVISE		151	1 128
DIMINUTION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE		(42 846)	(72 255)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À L'OUVERTURE DE LA PÉRIODE		118 595	139 913
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE LA PÉRIODE			
		75 749 \$	67 658 \$

Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie (note 13)

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités font partie intégrante de ces états financiers.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

► (NON AUDITÉ)

1 ENTITÉ PRÉSENTANT L'INFORMATION FINANCIÈRE

Reitmans (Canada) Limitée (la « société ») est une société domiciliée au Canada et elle a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. L'adresse enregistrée de la société est le 155, rue Wellington Ouest, 40^e étage, Toronto (Ontario) M5V 3J7. La principale activité de la société est la vente au détail de vêtements pour dames.

2 RÈGLES DE PRÉSENTATION

A) DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été dressés selon les Normes internationales d'information financière (*International Financial Reporting Standards* ou « IFRS ») telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), conformément aux méthodes comptables suivies par la société lors de l'établissement de ses derniers états financiers consolidés annuels audités, sauf dans les cas mentionnés ci-après. Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été préparés selon les IFRS, conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*. Certaines données, notamment les notes afférentes, qui sont habituellement présentées dans les états financiers consolidés annuels audités dressés conformément aux IFRS, ont été omises ou résumées. Par conséquent, les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ne présentent pas toute l'information devant figurer dans les états financiers annuels complets et, à cet effet, ils doivent être lus à la lumière des états financiers consolidés annuels audités pour l'exercice clos le 30 janvier 2016, et des notes y afférentes.

La publication des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités a été autorisée par le conseil d'administration en date du 31 mai 2016.

B) BASE D'ÉVALUATION

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été établis au coût historique, sauf pour ce qui est des éléments importants suivants :

- les titres négociables et instruments financiers dérivés sont évalués à la juste valeur;
- le passif au titre des retraites est comptabilisé comme étant la valeur actualisée de l'obligation au titre de prestations définies diminuée de la juste valeur des actifs du régime.

C) SAISONNALITÉ DES ACTIVITÉS INTERMÉDIAIRES

Le commerce de détail est saisonnier et les résultats d'exploitation d'une période intermédiaire donnée ne sont pas nécessairement indicatifs des résultats d'exploitation de l'exercice complet ou d'une autre période future.

D) MONNAIE FONCTIONNELLE ET MONNAIE DE PRÉSENTATION

Les montants des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités sont libellés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de la société. Toutes les informations financières présentées en dollars canadiens ont été arrondies au millier de dollars près, à l'exception des montants par action.

E) ESTIMATIONS, JUGEMENT ET HYPOTHÈSES

L'établissement d'états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités conformément aux IFRS exige que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur la valeur comptable des actifs et des passifs, sur les informations relatives aux actifs et aux passifs éventuels à la date des états financiers consolidés de même que sur la valeur comptable des produits et des charges de la période visée. Ces estimations et hypothèses reposent sur l'expérience historique, d'autres facteurs pertinents et les attentes par rapport à l'avenir et sont passées en revue régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans la période au cours de laquelle les estimations sont revues ainsi que dans les périodes futures touchées par ces révisions. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Dans le cadre de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités, les jugements significatifs posés par la direction par suite de l'application des méthodes comptables de la société ainsi que les principales sources d'estimation relative à l'incertitude étaient les mêmes que ceux appliqués et décrits dans les états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 30 janvier 2016.

3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les principales méthodes comptables présentées dans les états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 30 janvier 2016 ont été appliquées uniformément lors de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités, sauf dans le cas de l'adoption de l'*Initiative concernant les informations à fournir (modifications de l'IAS 1)*. Le 18 décembre 2014, l'IASB a publié des modifications à l'IAS 1, *Présentation des états financiers*, dans le cadre de son programme majeur d'amélioration de la présentation et de l'information à fournir dans les rapports financiers. Les modifications sont entrées en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016. Ces modifications n'ont pas nécessité de changement important de la présentation et des informations à fournir dans les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la société.

NOUVELLES NORMES COMPTABLES ET INTERPRÉTATIONS N'AYANT PAS ENCORE ÉTÉ ADOPTÉES

Un certain nombre de nouvelles normes, et de normes et interprétations modifiées, ne s'appliquent pas encore au trimestre clos le 30 avril 2016, et n'ont pas été appliquées lors de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités. Les nouvelles normes et les normes et interprétations modifiées suivantes sont actuellement à l'étude :

IFRS 16, CONTRATS DE LOCATION

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location*, (« IFRS 16 ») qui a remplacé l'IAS 17, *Contrats de location* et les interprétations connexes. Cette norme établit un modèle unique de comptabilisation par le preneur qui exige la constatation par le preneur des actifs et des passifs liés à tous les contrats de location d'une durée de plus de 12 mois, à moins que la valeur de l'actif sous-jacent est faible. Le preneur est tenu de comptabiliser un actif lié au droit d'utilisation de l'actif sous-jacent et un passif lié au contrat de location qui représente son obligation d'effectuer des paiements locatifs. Les bailleurs continuent de classer les contrats de location à titre de contrats de location-financement et de contrats de location simple. D'autres aspects du modèle de comptabilisation des contrats de location ont été touchés, y compris la définition d'un contrat de location. Des dispositions transitoires ont été prévues. L'IFRS 16 s'appliquera rétrospectivement aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. Son adoption anticipée est autorisée pour autant que l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (« IFRS 15 »), ait été adoptée. La société évalue actuellement l'incidence de la nouvelle norme sur ses états financiers consolidés.

IFRS 15, PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS CONCLUS AVEC DES CLIENTS

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15. Cette norme propose un modèle unique qui s'applique aux contrats avec des clients ainsi que deux méthodes de comptabilisation des produits, soit à un moment précis, soit progressivement. Ce modèle comprend une analyse des transactions en cinq étapes fondée sur les contrats et visant à déterminer si des produits ont lieu d'être comptabilisés et, le cas échéant, le montant et le moment de leur comptabilisation. De nouveaux seuils en matière d'estimations et de jugements ont été présentés, ce qui peut avoir des répercussions sur le montant comptabilisé et (ou) la date de comptabilisation. La nouvelle norme s'applique aux contrats conclus avec des clients. Elle ne s'applique pas aux contrats d'assurance, aux instruments financiers ou aux contrats de location, lesquels entrent dans le champ d'application d'autres IFRS. L'IFRS 15 s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, l'adoption anticipée étant autorisée. La société évalue actuellement l'incidence de la nouvelle norme sur ses états financiers consolidés.

INITIATIVE CONCERNANT LES INFORMATIONS À FOURNIR : MODIFICATIONS À L'IAS 7

En janvier 2016, l'IASB a publié des modifications à l'IAS 7, *Tableaux des flux de trésorerie*, qui exigeront la présentation d'informations précises concernant les changements dans certains passifs dans le tableau des flux de trésorerie. Ces changements s'appliqueront aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017, l'adoption anticipée étant autorisée. La société n'a pas encore évalué l'étendue de l'incidence de l'adoption des modifications.

4 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

Fonds en caisse et fonds bancaires
Dépôts à court terme portant intérêt à 0,5 %
(0,8 % au 2 mai 2015; 0,6 % au 30 janvier 2016)

30 AVRIL 2016	2 MAI 2015	30 JANVIER 2016
29 751 \$	57 659 \$	112 596 \$
45 998	9 999	5 999
75 749 \$	67 658 \$	118 595 \$

5 STOCKS

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2016, les stocks comptabilisés à titre de coût des biens vendus se sont élevés à 86 338 \$ (79 926 \$ au 2 mai 2015). De plus, la société a comptabilisé dans le coût des biens vendus un montant de 3 655 \$ (1 710 \$ au 2 mai 2015) au titre de la dépréciation des stocks du fait que la valeur nette de réalisation était inférieure au coût. Aucune dépréciation des stocks constatée au cours des périodes précédentes n'a fait l'objet d'une reprise.

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2016, aucun montant n'a été inclus dans le coût des biens vendus (perte de 2 344 \$ au 2 mai 2015) au titre des variations de la juste valeur de dérivés qui ne sont pas admissibles à la comptabilité de couverture.

6 FOURNISSEURS ET AUTRES CRÉDITEURS

Dettes fournisseurs
Créditeurs non commerciaux à payer à des parties liées
Autres créditeurs non commerciaux
Créditeurs au titre des avantages du personnel
Créditeurs relatifs aux locaux
Provision pour retours sur ventes

30 AVRIL 2016	2 MAI 2015	30 JANVIER 2016
47 914 \$	37 706 \$	53 359 \$
40	40	40
11 433	7 872	12 204
19 419	19 190	26 943
11 738	13 469	12 630
1 944	1 656	1 071
92 488	79 933	106 247
7 699	9 491	8 112
84 789 \$	70 442 \$	98 135 \$

La partie non courante des fournisseurs et autres créditeurs, laquelle est incluse dans les créditeurs relatifs aux locaux, correspond à la tranche des loyers différés et des autres créditeurs qui sera amortie au-delà des 12 prochains mois.

7 PRODUITS DIFFÉRÉS

	30 AVRIL 2016	2 MAI 2015	30 JANVIER 2016
Points et primes de fidélisation accordés aux termes des programmes de fidélisation	9 236 \$	7 690 \$	6 308 \$
Cartes-cadeaux non utilisées	9 240	8 425	13 017
	18 476 \$	16 115 \$	19 325 \$

8 CAPITAL SOCIAL ET AUTRES COMPOSANTES DES CAPITAUX PROPRES

Les variations du capital social pour chacune des périodes présentées ci-dessous se détaillent comme suit :

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			
	30 AVRIL 2016		2 MAI 2015	
	NOMBRE D' ACTIONS (EN MILLIERS)	VALEUR COMPTABLE	NOMBRE D' ACTIONS (EN MILLIERS)	VALEUR COMPTABLE
Actions ordinaires				
Solde à l'ouverture et à la clôture de la période	13 440	482 \$	13 440	482 \$
Actions de catégorie A sans droit de vote				
Solde à l'ouverture de la période	49 890	37 915	51 146	38 745
Actions émises à l'exercice d'options sur actions	—	—	—	2
Solde à la clôture de la période	49 890	37 915	51 146	38 747
Total du capital social	63 330	38 397 \$	64 586	39 229 \$

CAPITAL SOCIAL AUTORISÉ

La société a autorisé aux fins d'émission un nombre illimité d'actions ordinaires et d'actions de catégorie A sans droit de vote. Ni les actions ordinaires ni les actions de catégorie A sans droit de vote n'ont de valeur nominale. Toutes les actions émises sont entièrement libérées.

Les actions ordinaires et les actions de catégorie A sans droit de vote de la société ont égalité de rang en ce qui concerne le droit qu'elles confèrent de recevoir des dividendes ou de participer à la distribution d'actifs de la société. Toutefois, dans le cas d'un dividende en actions, les porteurs d'actions de catégorie A sans droit de vote auront le droit de recevoir des actions de catégorie A sans droit de vote et les porteurs d'actions ordinaires auront le droit de recevoir des actions ordinaires.

ÉMISSION D' ACTIONS DE CATÉGORIE A SANS DROIT DE VOTE

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2016, aucune action de catégorie A sans droit de vote (200 au 2 mai 2015) n'a été émise à la suite de l'exercice d'options acquises dans le cadre du programme d'options sur actions de la société. Aucun montant n'a été porté au crédit du capital social par suite de l'exercice d'options sur actions provenant du surplus d'apport (2 \$ au 2 mai 2015).

ACHAT D' ACTIONS AUX FINS D'ANNULATION

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2016, la société n'a acheté aucune action aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités approuvée en décembre 2015. Pour obtenir de plus amples renseignements à propos de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, il y a lieu de se reporter aux états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 30 janvier 2016.

CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

Le cumul des autres éléments du résultat global se détaille comme suit :

Solde au 31 janvier 2016

Variation nette de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie
(après impôt de 5 886 \$)

Transfert vers les stocks du profit réalisé sur les couvertures de flux
de trésorerie (après impôt de 1 830 \$)

Variation des écarts de change

Solde au 30 avril 2016

Solde au 1^{er} février 2015

Variation nette de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie
(après impôt de 1 420 \$)

Transfert vers les stocks du profit réalisé sur les couvertures de flux
de trésorerie (après impôt de 86 \$)

Variation des écarts de change

Solde au 2 mai 2015

TITRES NÉGOCIABLES	COUVERTURES DE FLUX DE TRÉSORERIE	ÉCARTS DE CONVERSION	TOTAL DU CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL
– \$	7 514 \$	(1 120) \$	6 394 \$
–	(16 109)	–	(16 109)
–	(5 008)	–	(5 008)
–	–	479	479
– \$	(13 603) \$	(641) \$	(14 244) \$
– \$	6 026 \$	(725) \$	5 301 \$
–	(3 930)	–	(3 930)
–	(239)	–	(239)
–	–	182	182
– \$	1 857 \$	(543) \$	1 314 \$

DIVIDENDES

La société a déclaré et payé les dividendes suivants :

Actions ordinaires et actions de catégorie A sans droit de vote

Dividendes par action

POUR LES TRIMESTRES CLOS LES	
30 AVRIL 2016	2 MAI 2015
3 167 \$	3 229 \$
0,05 \$	0,05 \$

9 PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

A) DESCRIPTION DES ACCORDS DE PAIEMENT FONDÉ SUR DES ACTIONS

La société dispose d'un plan d'options sur actions qui lui permet, de temps à autre, d'émettre l'équivalent d'au plus 10 % de ses actions de catégorie A sans droit de vote en circulation, par suite de l'exercice d'options attribuées aux termes du plan, à ses principaux dirigeants et à son personnel clé. L'attribution des options et le délai d'acquisition des droits liés à ces options, qui est habituellement d'au plus 5 ans, sont à la discrétion du conseil d'administration, la durée maximale des options étant de 10 ans. Le prix d'exercice à payer pour chaque action de catégorie A sans droit de vote visée par une option sur actions est déterminé par le conseil d'administration à la date d'attribution, mais ce prix ne peut être inférieur au cours de clôture de l'action de la société le jour de bourse précédant immédiatement la date de prise d'effet de l'attribution.

B) INFORMATIONS SUR LE PLAN D'OPTIONS SUR ACTIONS RÉGLÉES EN CAPITALS PROPRES

La variation des options sur actions en circulation se présente comme suit :

En circulation à l'ouverture de la période

Attribution

Exercice

Renonciation

En circulation à la clôture de la période

Options exerçables à la clôture de la période

POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			
30 AVRIL 2016		2 MAI 2015	
OPTIONS (EN MILLIERS)	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ	OPTIONS (EN MILLIERS)	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ
3 610	9,62 \$	3 051	10,75 \$
–	–	200	6,77
–	–	–	6,00
(58)	6,07	(143)	13,97
3 552	9,67 \$	3 108	10,35 \$
1 896	11,73 \$	1 546	13,07 \$

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2016, aucune action de catégorie A sans droit de vote (200 actions au 2 mai 2015) n'a été émise à la suite de l'exercice d'options acquises dans le cadre du programme d'options sur actions de la société. Le prix moyen pondéré d'une action à la date d'exercice des options sur actions exercées au cours du trimestre clos le 2 mai 2015 était de 7,02 \$.

C) ATTRIBUTIONS D'OPTIONS SUR ACTIONS

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2016, la société n'a accordé aucune option sur actions. Les coûts de rémunération liés aux 200 000 options sur actions attribuées pendant le trimestre clos le 2 mai 2015 aux termes de l'approche fondée sur la juste valeur ont été calculés à l'aide des hypothèses suivantes :

	200 000 OPTIONS ATTRIBUÉES LE 23 AVRIL 2015
Durée prévue des options	6,3 ans
Taux d'intérêt sans risque	0,99 %
Volatilité prévue du cours des actions	30,06 %
Taux moyen de rendement des actions	2,95 %
Juste valeur moyenne pondérée des options attribuées	1,42 \$
Prix de l'action à la date d'attribution	6,77 \$

D) CHARGES AU TITRE DES AVANTAGES DU PERSONNEL

Pour le trimestre clos le 30 avril 2016, la société a comptabilisé des coûts de rémunération de 201 \$ relativement aux droits à paiements fondés sur des actions (138 \$ pour le trimestre clos le 2 mai 2015) ainsi qu'un crédit au surplus d'apport correspondant.

10 IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Le taux d'impôt effectif de la société pour le trimestre clos le 30 avril 2016 s'est établi à 39,48 % (22,80 % pour le trimestre clos le 2 mai 2015). Lors de périodes intermédiaires, la provision pour impôt sur le résultat repose sur une estimation du bénéfice qui sera généré pour un exercice complet et elle est ajustée en fonction de l'incidence de l'ajustement de la juste valeur lié aux titres négociables. Les taux d'impôt sur le résultat effectifs annuels moyens estimés sont réévalués chaque date de clôture d'une période intermédiaire en fonction du bénéfice projeté pour l'exercice complet. Dans la mesure où les prévisions diffèrent des résultats réels, des ajustements sont comptabilisés lors de périodes ultérieures.

11 PRODUITS FINANCIERS ET CHARGES FINANCIÈRES

COMPTABILISÉS DANS LE RÉSULTAT NET

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES	
	30 AVRIL 2016	2 MAI 2015
Produits de dividendes liés aux titres négociables	631 \$	709 \$
Produits d'intérêts	125	158
Variation nette de la juste valeur des titres négociables	4 070	–
Profit de change	–	610
Produits financiers	4 826	1 477
Charges d'intérêts – emprunt hypothécaire	54	82
Variation nette de la juste valeur des titres négociables	–	1 168
Perte de change	2 183	–
Charges financières	2 237	1 250
Produits financiers nets comptabilisés dans le résultat net	2 589 \$	227 \$

12 PERTE PAR ACTION

Le calcul de la perte de base par action et de la perte diluée par action est fondé sur une perte nette de 5 982 \$ pour le trimestre clos le 30 avril 2016 (une perte nette de 7 671 \$ pour le trimestre clos le 2 mai 2015).

Le nombre d'actions (en milliers) utilisé dans le calcul de la perte par action se présente comme suit:

Nombre moyen pondéré d'actions – de base
Nombre moyen pondéré d'actions – dilué

POUR LES TRIMESTRES CLOS LES	
30 AVRIL 2016	2 MAI 2015
63 330	64 586
63 330	64 635

Au 30 avril 2016, un total de 3 551 800 options sur actions étaient exclues du calcul de la perte diluée par action (2 553 200 options sur actions au 2 mai 2015), celles-ci étant réputées avoir un effet antidilutif, étant donné que les prix d'exercice étaient supérieurs au cours des actions au cours de la période.

La valeur de marché moyenne des actions de la société aux fins du calcul de l'effet dilutif des options sur actions est fondée sur les cours du marché pour la période au cours de laquelle les options étaient en circulation.

13 INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

Opérations sans effet sur la trésorerie
Entrées d'immobilisations corporelles et incorporelles incluses
dans les fournisseurs et autres créditeurs

30 AVRIL 2016	2 MAI 2015	30 JANVIER 2016
1 631 \$	1 425 \$	2 172 \$

Les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et les pertes de valeur comprennent des radiations d'immobilisations corporelles liées à la fermeture de magasins, et des charges au titre des pertes de valeur sur des actifs liées aux magasins dont la performance est insatisfaisante de 821 \$ pour le trimestre clos le 30 avril 2016 (1 470 \$ pour le trimestre clos le 2 mai 2015). La perte de valeur liée aux immobilisations corporelles est attribuable à la baisse de rentabilité enregistrée par les magasins individuels (unités génératrices de trésorerie « UGT »). Par ailleurs, au cours du trimestre clos le 30 avril 2016, des charges au titre des pertes de valeur sur des actifs de 491 \$ ont été reprises à la suite d'un accroissement de la rentabilité de certaines UGT (465 \$ pour le trimestre clos le 2 mai 2015).

14 INSTRUMENTS FINANCIERS

CLASSEMENT COMPTABLE ET JUSTES VALEURS

Le tableau suivant présente les valeurs comptables et les justes valeurs des actifs financiers et des passifs financiers, y compris leur niveau dans la hiérarchie de la juste valeur. Il ne comporte pas d'information sur la juste valeur pour les actifs financiers et les passifs financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur si la valeur comptable constitue une estimation raisonnable de la juste valeur. La société a déterminé que la juste valeur de ses actifs et passifs financiers courants (autres que ceux énumérés ci-dessous) se rapproche de leur valeur comptable respective aux dates de clôture en raison de l'échéance à court terme de ces instruments financiers.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Actifs financiers évalués à la juste valeur

Titres négociables

Passifs financiers évalués à la juste valeur

Passif financier dérivé

Passifs financiers non évalués à la juste valeur

Dette à long terme

30 AVRIL 2016						
VALEUR COMPTABLE				JUSTE VALEUR		
JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DU RÉSULTAT NET	JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS DE COUVERTURE	COÛT AMORTI	TOTAL	NIVEAU 1	NIVEAU 2	TOTAL
49 259 \$	– \$	– \$	49 259 \$	49 259 \$	– \$	49 259 \$
– \$	(19 549) \$	– \$	(19 549) \$	– \$	(19 549) \$	(19 549) \$
– \$	– \$	(3 088) \$	(3 088) \$	– \$	(3 194) \$	(3 194) \$

Actifs financiers évalués à la juste valeur

Actif financier dérivé

Titres négociables

Passifs financiers évalués à la juste valeur

Passif financier dérivé

Passifs financiers non évalués à la juste valeur

Dette à long terme

2 MAI 2015						
VALEUR COMPTABLE				JUSTE VALEUR		
JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DU RÉSULTAT NET	JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS DE COUVERTURE	COÛT AMORTI	TOTAL	NIVEAU 1	NIVEAU 2	TOTAL
2 799 \$	2 659 \$	– \$	5 458 \$	– \$	5 458 \$	5 458 \$
58 933 \$	– \$	– \$	58 933 \$	58 933 \$	– \$	58 933 \$
– \$	(132) \$	– \$	(132) \$	– \$	(132) \$	(132) \$
– \$	– \$	(4 896) \$	(4 896) \$	– \$	(5 143) \$	(5 143) \$

Actifs financiers évalués à la juste valeur

Actif financier dérivé

Titres négociables

Passifs financiers évalués à la juste valeur

Passif financier dérivé

Passifs financiers non évalués à la juste valeur

Dette à long terme

30 JANVIER 2016						
VALEUR COMPTABLE				JUSTE VALEUR		
JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DU RÉSULTAT NET	JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS DE COUVERTURE	COÛT AMORTI	TOTAL	NIVEAU 1	NIVEAU 2	TOTAL
– \$	14 405 \$	– \$	14 405 \$	– \$	14 405 \$	14 405 \$
45 189 \$	– \$	– \$	45 189 \$	45 189 \$	– \$	45 189 \$
– \$	(1 816) \$	– \$	(1 816) \$	– \$	(1 816) \$	(1 816) \$
– \$	– \$	(3 551) \$	(3 551) \$	– \$	(3 686) \$	(3 686) \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Aucun transfert n'a eu lieu entre les niveaux de la hiérarchie des justes valeurs au cours des périodes closes le 30 avril 2016, le 2 mai 2015 et le 30 janvier 2016.

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

La société a effectué auprès de sa banque des transactions aux termes desquelles elle a conclu des contrats à terme, fait l'acquisition d'options d'achat et vendu des options de vente, toutes en dollars américains. Ces contrats de change se prolongent sur une période d'au plus 12 mois. Les options d'achat acquises et les options de vente vendues échéant à la même date ont le même prix d'exercice.

Les contrats de change en cours se détaillent comme suit:

Contrats de change désignés comme couvertures de flux de trésorerie

Contrats à terme

30 AVRIL 2016				
PRIX D'EXERCICE MOYEN	MONTANT NOTIONNEL EN \$ US	ACTIF FINANCIER DÉRIVÉ	PASSIF FINANCIER DÉRIVÉ	MONTANT NET
1,352 \$	202 000 \$	– \$	(19 549) \$	(19 549) \$
		– \$	(19 549) \$	(19 549) \$

Contrats de change désignés comme couvertures de flux de trésorerie

Contrats à terme

Options d'achat acquises

Options de vente vendues

1,204 \$	109 500 \$	1 689 \$	– \$	1 689 \$
1,188 \$	23 000 \$	970	–	970
1,188 \$	11 500 \$	–	(132)	(132)

Contrats de change classés à la juste valeur par le biais du résultat net¹

Options d'achat acquises

Options de vente vendues

1,077 \$	20 000 \$	2 799	–	2 799
1,077 \$	40 000 \$	–	–	–
		5 458 \$	(132) \$	5 326 \$

¹ Les éléments classés à la juste valeur par le biais du résultat net sont détenus en tant que couvertures économiques.

Contrats de change désignés comme couvertures de flux de trésorerie

Contrats à terme

30 JANVIER 2016				
PRIX D'EXERCICE MOYEN	MONTANT NOTIONNEL EN \$ US	ACTIF FINANCIER DÉRIVÉ	PASSIF FINANCIER DÉRIVÉ	MONTANT NET
1,325 \$	168 000 \$	14 405 \$	(1 816) \$	12 589 \$
		14 405 \$	(1 816) \$	12 589 \$

15 GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Ces politiques sont établies de manière à permettre l'identification et l'analyse des risques auxquels la société est exposée, la conception de structures appropriées visant à limiter et à contrôler les risques, ainsi que la surveillance des risques et le respect de ces limites. Les politiques et les systèmes de gestion des risques sont régulièrement passés en revue afin que soient prises en compte l'évolution des conditions du marché et les activités de la société. Au cours du trimestre clos le 30 avril 2016, l'exposition de la société aux risques n'a pas changé de façon importante en regard de celle décrite dans les états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 30 janvier 2016.

NOS BANNIÈRES



- **REITMANS** marie superbement coupes et styles uniques avec qualité et valeur supérieures. D'un océan à l'autre avec ses 327 MAGASINS d'une superficie moyenne de 4600 pieds carrés, Reitmans est la destination par excellence des femmes désirant revampier leur garde-robe avec des vêtements dernier cri et à bon prix. Forte d'une réputation solide quant à la qualité de son service et d'une clientèle fidèle et diversifiée, Reitmans veut poursuivre ses efforts en vue d'enrichir l'expérience client en s'assurant de répondre aux besoins des femmes, peu importe quand elles choisissent de magasiner. Il est aussi possible de se procurer les vêtements Reitmans en ligne, au reitmans.com.
- Chef de file canadien des vêtements de grande taille, **PENNINGTONS** propose une expérience unique et inspirante de magasinage, où vêtements seyants et de qualité riment avec valeur inégalée. Penningtons, c'est l'« Art de la mode accessible! » Destination mode des tailles 14 à 32, Penningtons exploite 130 MAGASINS au Canada, d'une superficie moyenne de 6000 pieds carrés, ainsi que le site en ligne penningtons.com.
- **ADDITION ELLE** est la destination mode par excellence pour les femmes de taille forte du Canada. Grâce à sa vision de « démodécratie », Addition Elle propose à ses clientes les dernières tendances branchées et les essentiels mode dans un environnement de magasinage inspirant. Elle offre des vêtements de détente, des robes, des vêtements contemporains pour la femme de carrière, des dessous séducteurs, des accessoires, des chaussures, des vêtements de sport haute performance et une vaste sélection de denim de marque. Addition Elle exploite 104 MAGASINS d'une superficie moyenne de 6000 pieds carrés dans les grands centres commerciaux et mégacentres du pays, ainsi qu'un site de commerce électronique à l'adresse additionelle.com.
- **RW & CO.** est une marque au style inspirant qui s'adresse aux hommes et aux femmes à la mentalité urbaine. Que ce soit pour le travail ou pour le week-end, RW & CO. propose des vêtements mode inspirés des dernières tendances qui combinent style et qualité tout en portant une attention unique aux détails. RW & CO. exploite 83 MAGASINS d'une superficie moyenne de 4500 pieds carrés dans des zones de premier choix dans les principaux centres commerciaux et mégacentres partout au Canada, ainsi qu'un site de commerce électronique: rw-co.com.
- **THYME MATERNITÉ**, chef de file canadien de la mode pour futures mamans modernes, propose des styles actuels tendance pour tous les aspects de leur vie, de la détente au travail, ainsi qu'une gamme complète de vêtements et d'accessoires pour l'allaitement. Thyme donne aux futures mamans de précieux conseils, des trucs mode et de l'information sur les produits afin de les aider pendant et après cette aventure incroyable qu'est la grossesse. Thyme exploite 66 MAGASINS d'une superficie moyenne de 2300 pieds carrés situés dans des centres commerciaux importants et des mégacentres à l'échelle nationale. Il est aussi possible de se procurer les vêtements Thyme Maternité en ligne, au thymematernity.com.
- **HYBA** a ouvert ses portes en octobre 2015 et propose des vêtements sport tendance et abordables qui sont parfaits pour l'entraînement ou le yoga et offerts en tailles TP à 2X. Hyba exploite 17 MAGASINS d'une superficie moyenne de 3000 pieds carrés, dans les principaux centres commerciaux partout au Canada, ainsi qu'un site de commerce électronique: hyba.ca. Les produits Hyba sont également offerts dans plus de 300 magasins Reitmans au Canada.
- Le 25 novembre 2014, la société a annoncé un plan qui prévoit la fermeture de la totalité des magasins **SMART SET**. La direction a déterminé que la meilleure stratégie pour accroître ses résultats d'exploitation consistait à réorienter ses efforts de vente et de merchandisage soit en convertissant les magasins Smart Set en magasins d'autres bannières de la société soit en les fermant. Les 23 MAGASINS restants devraient fermer d'ici la fin de l'exercice qui sera clos le 28 janvier 2017.

MAGASINS À TRAVERS LE CANADA



REITMANS	PENNINGTONS	ADDITION ELLE	RW & CO.	THYME	HYBA	SMART SET	TOTAL DE MAGASINS	
14	3	2	1	—	—	—	20	TERRE-NEUVE
3	1	—	—	—	—	—	4	ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD
18	6	2	1	1	1	—	29	NOUVELLE-ÉCOSSE
13	5	3	3	1	1	—	26	NOUVEAU-BRUNSWICK
83	23	31	22	21	4	11	195	QUÉBEC
100	50	38	29	25	6	10	258	ONTARIO
12	5	3	3	2	—	1	26	MANITOBA
11	6	3	2	2	—	—	24	SASKATCHEWAN
38	18	16	11	10	2	—	95	ALBERTA
33	13	6	11	4	3	1	71	COLOMBIE-BRITANNIQUE
1	—	—	—	—	—	—	1	TERRITOIRES DU NORD-OUEST
1	—	—	—	—	—	—	1	YUKON
327	130	104	83	66	17	23		

750
MAGASINS

RENSEIGNEMENTS CORPORATIFS

BUREAU DE L'ADMINISTRATION

250, rue Sauvé Ouest
Montréal, Québec H3L 1Z2
Téléphone : 514-384-1140
Télécopieur : 514-385-2669
Courrier électronique: info@reitmans.com
Site Web de la société: reitmanscanadalimitee.com

ADRESSE ENREGISTRÉE

155, rue Wellington Ouest, 40^e étage
Toronto, Ontario M5V 3J7
Téléphone: 416-863-0900
Télécopieur: 416-863-0871

AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT COMPTABLE DES REGISTRES

Services aux investisseurs Computershare Inc.
Montréal, Toronto, Calgary, Vancouver

SYMBOLES BOURSIERS

LA BOURSE DE TORONTO
Actions ordinaires RET
Actions de catégorie A
sans droit de vote RET.A

REITMANS
(CANADA) LIMITÉE





REITMANS
PENNINGTONS
ADDITION ELLE
RW & CO.
THYME
HYBA
SMART SET

DESIGN ET PRODUCTION:
COMMUNICATIONS MARILYN GELFAND INC.